

**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN BIEN COMMUNAL A
TITRE PRÉCAIRE ET GRACIEUX****Entre les soussignés :**

- La commune de Lézignan-Corbières, représentée par Monsieur Gérard FORCADA, son Maire en exercice, agissant aux présentes, en vertu de la délibération n° 2026-... du 27 mai 2026

Désignée « La Commune » d'une part,

ET

- M./Mme recrut(e) en tant que maître-nageur sauveteur agréé(e) à la piscine municipale de Lézignan-Corbières, du 1er juin 2026 au 30 septembre 2026,

Désigné « Le preneur » d'autre part,

Vu les articles L.2211-1 et L.2221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
Vu l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la piscine municipale de la ville de Lézignan-Corbières ouvre au public du 1er juin 2026 au 30 septembre 2026, trois maîtres-nageurs sauveteurs agréés sont recrutés pour cette période,
Considérant qu'il y a lieu d'assurer la continuité du service public de la piscine municipale,
Considérant les difficultés de recrutement de maîtres-nageurs sauveteurs agréés dans l'Aude, la commune propose de mettre à disposition à titre précaire et gracieux aux maîtres-nageurs sauveteurs agréés une maison meublée pendant la durée de leur contrat,
Il convient donc de procéder à la formalisation d'une convention pour la mise à disposition de ce bien,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet la mise à disposition d'une maison meublée appartenant au domaine privé de la Commune et dont la désignation est décrite dans l'article ci-dessous.

Article 2 : Désignation des locaux

Le bien mis à disposition, cadastré sous le n° 217 de la section E, d'une superficie de 130m², est situé à Gaujac, allée Edouard Jean-Pierre, 11 200 Lézignan-Corbières.

Il est composé d'un séjour, d'une cuisine, de trois chambres, d'une salle de bain, d'un WC, d'un garage et d'un jardin.

Article 3 : Conditions de mise à disposition

La mise à disposition de la maison meublée est consentie à titre précaire et gracieux.

Article 4 : Durée de la convention

La mise à disposition de la maison meublée est consentie du 29 mai au 30 septembre 2026. Elle ne sera pas renouvelable.

Article 5 : Conditions d'occupation

Il est convenu que la maison meublée est mise à disposition à usage d'habitation, exclusif et privatif du preneur qui ne peut ni le sous-louer, ni le prêter, ni céder ses droits.

Le preneur jouira des lieux en s'abstenant de toute dégradation. Il les maintiendra en bon état d'entretien et de réparations locatives. Il devra les rendre tels en fin de convention. Il ne devra pas modifier la distribution des lieux ni effectuer des constructions ou démolitions, ni percer des murs ou cloisons.

Le preneur devra respecter toutes les consignes de sécurité élémentaires et entretenir des relations de bon voisinage.

Article 6 : Grosses réparations

Les grosses réparations définies par l'article 606 du Code Civil, ainsi que par les décrets d'application, seront à la charge de la commune.

Article 7 : Charges et taxes

Les droits et obligations des deux parties contractantes sont réglés conformément aux dispositions du Code Civil. La présente convention est respectivement consentie et acceptée sous les charges, clauses et conditions suivantes, que le preneur s'oblige à exécuter et accomplir :

1) Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux dans leur état actuel. Un état des lieux, listant l'ensemble des équipements, du mobilier, du linge et de la vaisselle, intégrés au logement, est annexé à la présente convention.

2) Entretien - réparations

Le preneur entretiendra les lieux en bon état de réparations locatives ou de menu entretien pendant toute la durée de la convention, et les rendra à sa sortie en bon état de réparations locatives. Il supportera toutes réparations qui deviendraient nécessaires, en raison de dégradations résultant de leurs faits ou de leurs entourages.

3) Changement de distribution

Le preneur ne pourra faire dans les locaux, sans le consentement exprès et par écrit de la commune, aucune démolition, aucun percement de murs ou cloisons, ni aucun changement de distribution.

4) Jouissance des lieux

Le preneur devra se conformer aux prescriptions de tous règlements, arrêtés de police et règlements sanitaires.

5) Impôts et charges

Les impôts, les contributions, les taxes, les abonnements et consommations d'eau, d'électricité, de chauffage seront à la charge de la commune.

Les abonnements de téléphonie (fixe – portable et Internet) seront à la charge du preneur.

6) Assurances

La commune prendra à sa charge l'assurance de l'immeuble meublé.

Article 8 : Clause résolutoire

En cas de non-respect d'une des clauses de la présente convention, cette dernière sera résiliée de plein droit, sans formalité, ni indemnité pour les preneurs.

Si, après résiliation, pour quelque motif que ce soit, le preneur occupait toujours les lieux, la commune pourra saisir le juge des référés d'une demande d'ordonnance d'expulsion.

Article 9 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent à régler tout différend qui naîtrait entre elles à l'amiable. Si aucun règlement d'était trouvé, celui-ci serait porté devant le tribunal administratif de Montpellier.

Fait en double exemplaire, à Lézignan-Corbières, le ... mai 2026.

Le Maire,

Gérard FORCADA

Le preneur,

...

PROJET